

Pêche du germon du sud à la palangre : une occasion manquée qui laisse le secteur national de la pêche sur le carreau

Source : Communiqué de presse de l'Association du secteur thonier océanique (PITIA), 29 janvier 2014.

Incapables de faire face à la concurrence, les flottilles palangrières nationales ciblant le germon du sud jettent l'éponge. Les membres de l'Association du secteur thonier océanique (PITIA) opérant dans ce secteur n'ont désormais d'autre choix que de laisser leurs bateaux au port et de renvoyer leurs employés chez eux.

Voilà pourtant des années que les scientifiques tirent la sonnette d'alarme et prédisent que l'augmentation des captures finira par avoir raison de la viabilité économique du secteur¹. Les acteurs de la filière, de leur côté, appellent depuis longtemps à l'adoption de mesures de gestion plus rigoureuses de nature à atténuer l'impact de l'afflux de navires subventionnés. Jusqu'à présent, les enjeux politiques qui ont amené les gouvernements des pays insulaires à privilégier d'autres considérations l'ont emporté, et c'est précisément ce qui a entraîné l'effondrement d'un secteur d'activité pourtant trentenaire.

Si le bilan de l'évaluation des stocks reste relativement satisfaisant, les observations effectuées en mer révèlent une situation bien différente. Les tendances relevées récemment mettent en évidence un recul des captures par unité d'effort (CPUE), mais aussi une diminution de la taille des prises, tandis que la réalité du terrain révèle qu'indépendamment de l'état global apparent du stock, les ressources locales se sont rapidement épuisées.

Faut-il attendre que les ressources soient surexploitées pour se préoccuper de leur gestion ?

Les Samoa américaines, pourtant fortes du soutien des États-Unis, nation riche et influente, se sont récemment résignées à vendre leur flottille. Plus de la moitié des palangriers battant pavillon fidjien sont désormais en rade. Aux Tonga, un seul des 26 navires que comptait la flottille nationale a survécu à la crise. La situation est la même au Samoa, et les heures de gloire de la flottille palangrière de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, jadis très active, ne sont plus qu'un lointain souvenir.

Lors de la dixième session de la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC) tenue en décembre 2013, le délégué de la Chine a annoncé que son pays entendait fixer à 400 le nombre de navires sous pavillon chinois opérant dans la région. On peut donc s'attendre à ce que quelque 150 bateaux de pêche hautement performants et fortement subventionnés viennent prochainement grossir les rangs d'une pêcherie par ailleurs désertée par les navires nationaux, qui restent désormais au port, obligeant leurs équipages à trouver d'autres sources de revenus. Les navires subventionnés sont aussi de plus en plus nombreux à rester à quai, comme on peut le constater dans le port de Suva.

Dans le même temps, certains pays insulaires océaniques se disent prêts à envisager l'octroi de nouvelles licences de pêche. Décidément, quelque chose ne tourne pas rond...

Comme l'a rappelé M. Aqorau, du Bureau des Parties à l'Accord de Nauru, dans une interview accordée récemment à la chaîne australienne ABC, « la solution à la crise du germon du sud est entre les mains des États du Pacifique Sud ». La PITIA a déjà appelé à de nombreuses reprises les pays concernés à mettre en place des mesures de contrôle de la pêche du germon. De fait, c'est d'eux que dépend le devenir du secteur, puisque près de 70 % des captures de germon sont réalisées dans leurs zones économiques exclusives (ZEE).

L'idée serait donc d'utiliser les recettes tirées de l'octroi de licences de pêche pour pallier l'effondrement de la filière. Mais cette théorie a-t-elle été sérieusement évaluée ? Ou bien s'agit-il simplement de privilégier les gains à court terme au détriment d'une stratégie de développement rationnelle et durable ?

Plusieurs États de la région se sont récemment élevés contre cette politique. S'il y a tout lieu de s'en féliciter, tout porte à croire que les jeux sont déjà faits. En corrigeant le tir dès maintenant, les pays océaniques parviendront éventuellement à préserver leurs investissements futurs, mais il sera déjà trop tard pour les acteurs de la filière qui font actuellement les frais de cette situation.

La PITIA a toujours plaidé en faveur de la bonne gestion des stocks de germon du sud. Force est de constater qu'aujourd'hui, seules les flottilles subventionnées battant pavillon chinois tirent un « rendement économique maximal » de leurs opérations. Ce n'est sûrement pas le cas des autorités nationales chargées de la délivrance des licences de pêche, et encore moins des navires nationaux non subventionnés ou des pêcheurs qui ont perdu leur emploi.

Paradoxalement, les pêcheries nationales ciblant le germon du sud étaient très rentables avant la création de la WCPFC. Malgré les mesures de conservation et de gestion adoptées (en 2003 et en 2005) pour limiter la capacité de pêche, le nombre de navires fortement subventionnés opérant dans la région a augmenté de manière exponentielle.

Voilà qui remet sérieusement en cause l'efficacité des mesures de « gestion des pêches ».

¹ Voir l'article de Graham Pilling, consacré à cette question, en page 9 de ce numéro de la *Lettre d'information sur les pêches*.